

8 juin 2010

F



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

TRENTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

Gyeongju (République de Corée), 27 septembre-1^{er} octobre 2010

Point 7 de l'ordre du jour

SITUATION DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE DANS LA RÉGION ASIE ET PACIFIQUE

Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction	1 - 2
II. Tendances de la sécurité alimentaire mondiale et régionale	3 - 4
III. Perspectives pour les principales matières premières agricoles de la région	5 - 19
IV. Questions clés	20 - 34
V. Conclusions	35 - 4

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

I. Introduction

1. Jusque récemment, la région Asie et Pacifique a connu une rapide croissance économique. En dépit de ce fait et des progrès enregistrés par l'économie, la région comprend le plus grand nombre de personnes souffrant de pauvreté chronique au monde: quelque deux tiers des pauvres de la planète y demeurent, principalement dans les zones rurales. La récente crise financière mondiale a eu un impact négatif sur la région, mais elle s'y est moins fait ressentir que dans le reste du monde. Toutefois, les bénéfices de la croissance n'étant pas répartis équitablement, la région souffre de l'élargissement du fossé entre riches et pauvres. Dans l'ensemble, l'accès à l'alimentation de la région ne s'est pas traduit par une plus grande sécurité alimentaire, notamment pour les ménages démunis et marginalisés.

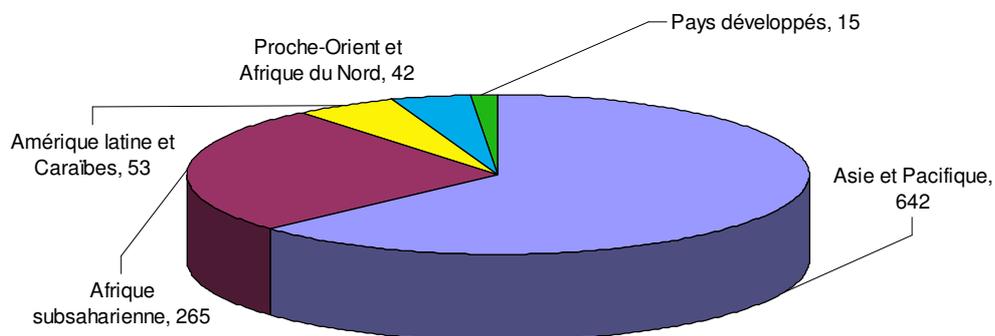
2. Étant donné qu'une grande partie de la pauvreté est concentrée dans les zones agricoles et rurales, c'est sur ce secteur que les programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire devraient être axés en priorité. Au cours des dernières décennies, et malgré le fait qu'elle fournit des emplois à la moitié de la population active et représente un quart du produit intérieur brut (PIB) de la région, l'agriculture a été négligée. L'augmentation de la productivité agricole s'est ralentie, et l'agriculture a perdu de son importance, dans la mesure où les prix des produits agricoles tendaient à diminuer en valeur réelle et où l'approvisionnement alimentaire était satisfaisant. Pour qu'il puisse contribuer à satisfaire la demande mondiale de produits alimentaires, qui devrait augmenter de 70 pour cent d'ici 2050, il faut relancer le secteur agricole de la région car il présente un potentiel important pour la réduction de la faim et de la pauvreté dans la région. Il est donc urgent de prendre des mesures et d'investir.

II. Évolution de la sécurité alimentaire mondiale et régionale

3. Les crises alimentaire et financière qui se sont succédé ont eu une incidence considérable sur la faim et la malnutrition dans le monde et dans la région. D'après les estimations les plus récentes de la FAO, le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans le monde était de 1,02 milliard en 2009, dont 642 millions (63 pour cent) dans la région Asie et Pacifique. La Figure 1 donne une ventilation par région¹.

Figure 1: Nombre de personnes souffrant de malnutrition en 2009, par région – Chiffres de la FAO pour l'année 2009

(en millions de personnes)



Source: FAO, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde, 2009

¹ Pour de plus amples informations sur les tendances de la sous-alimentation mondiale, consulter, « L'état de la sécurité alimentaire dans le monde, FAO, 2009 ».

4. Cette forte augmentation intervient alors qu'on constatait déjà depuis plusieurs années une tendance inquiétante à l'accroissement du nombre de personnes sous-alimentées. Malgré la croissance démographique, le nombre de personnes sous-alimentées, dans la région, avait baissé entre 1990-92 et 1995-97, passant de 586 à 529 millions. En valeur relative et sur la même période, la proportion de personnes sous-alimentées sur l'ensemble de la population était passée de 20 à 17 pour cent. Dans la région Asie et Pacifique, cette proportion a encore baissé (16 pour cent en 2004-06), mais en fait le nombre de personnes sous-alimentées s'est accru, passant de 529 millions en 1995-97 à 566 millions en 2004-06.

III. Perspectives pour les principales matières premières agricoles de la région

5. Les prix internationaux des produits alimentaires de base demeurent élevés par rapport à ceux d'avant la crise alimentaire, et dans de nombreux cas, les prix à la consommation ne baissent que très lentement. Les prix ont commencé à augmenter lentement dans les premières années de la décennie avant de connaître une hausse brutale à la fin de 2006. L'Indice FAO des prix des denrées alimentaires (base 100 en 2002-04) a atteint un sommet historique de 214 en juin 2008, soit le double de l'indice de base et 139 pour cent de plus que la moyenne de l'année 2000. De juin 2008 à la fin du premier trimestre 2009, l'indice a reculé de 35 pour cent, pour retrouver son niveau du premier trimestre 2007. En mai 2009, après une nouvelle flambée des prix internationaux sur plusieurs grands produits alimentaires de base (à l'exclusion du riz et de la viande), l'indice, à 152, était encore inférieur de près de 30 pour cent au sommet de juin 2008, mais supérieur de 52 pour cent à sa valeur de base (2002-04) et de près de 70 pour cent à son niveau de 2000. Les prix internationaux de toutes les grandes céréales ont considérablement baissé depuis début 2010, principalement à cause d'une offre considérable à l'exportation et des importantes récoltes prévues pour 2010. L'Indice FAO des prix des céréales était en moyenne de 155 points en avril 2010, soit une baisse de 9 pour cent, ou 15 points, depuis décembre 2009 et de 44 pour cent depuis le record absolu de 274 points relevé en avril 2008.

Céréales

6. Selon les prévisions, la production céréalière mondiale de 2010 se montera à 2 279 millions de tonnes (y compris le riz usiné), soit 1 pour cent de plus que les chiffres de l'an dernier, qui étaient déjà satisfaisants, et non loin du record de l'année 2008. Une baisse des quantités de blé est prévue du fait d'une réduction des semis dans plusieurs grands pays producteurs et exportateurs; cette réduction est causée par une baisse des prix escomptés. En revanche, on s'attend à une augmentation de la production de céréales secondaires et de riz. En Asie, la production céréalière devrait s'accroître de 2 pour cent en 2010, quoique, en ce qui concerne le blé, elle devrait demeurer proche de 298 millions de tonnes, sommet atteint en 2009. La récolte des cultures d'hiver, comme le blé et l'orge, est pratiquement terminée dans les pays producteurs de blé que sont la Chine, l'Inde et le Pakistan. D'après les dernières informations recueillies, la production de blé globale de ces trois pays devrait atteindre 217 millions de tonnes, soit 2,5 millions de tonnes de moins que le record enregistré en 2009.

7. Les premières prévisions de la FAO pour la production mondiale de riz paddy indiquent 707 millions de tonnes en 2010 (472 millions de tonnes usinées), soit 3,6 pour cent de plus qu'en 2009, année où une mousson défavorable et des conditions météorologiques liées au phénomène El Niño avaient fait reculer les semis et les rendements. La majeure partie de l'accroissement est prévu en Asie, où la production totale devrait progresser de 4 pour cent par rapport au faible niveau de 2009 pour atteindre un record de 640 millions de tonnes.

8. Les prévisions actuelles concernant le commerce international du riz pour l'année 2010 avancent le chiffre de 31,3 millions de tonnes. Comparées aux estimations les plus récentes pour 2009, les importations de 2010 devraient s'accroître de manière importante dans les pays asiatiques, notamment au Bangladesh, en Iraq, en Malaisie, au Népal, aux Philippines et au Yémen. Dans les autres régions, étant données des perspectives de récoltes moins optimistes pour 2010, Madagascar et le Brésil notamment augmenteront aussi probablement leurs achats. En

revanche, plusieurs pays seront peut-être obligés de les réduire. C'est le cas principalement de la province chinoise de Taïwan, de l'Indonésie, de la République islamique d'Iran, du Mali, de l'Arabie saoudite, du Sénégal et de la Fédération de Russie. Dans plusieurs cas, les réductions seraient notamment imputables au rétablissement ou à l'augmentation des droits d'importation qui avaient été temporairement suspendus ou réduits lors de la flambée des prix internationaux de 2008.

9. La consommation totale de riz devrait augmenter de 9 millions de tonnes pour s'établir à 454 millions de tonnes en 2010, et la majeure partie de ce volume, soit quelque 388 millions de tonnes, devrait être consommée comme aliment (1,7 pour cent de plus qu'en 2009). Autrement dit, la consommation alimentaire par habitant devrait augmenter, passant de 56,5 kg en 2009 à 57,3 kg en 2010.

10. D'après les prévisions de la FAO, à la fin de la campagne de commercialisation s'achevant en 2010, les stocks mondiaux de riz devraient être de 125 millions de tonnes, soit 1 pour cent de plus qu'au début de la campagne. Les pays importateurs de riz, comme le Bangladesh, l'Indonésie et la République de Corée, devraient accroître leurs réserves, mais selon les prévisions, les stocks de clôture des cinq principaux pays exportateurs devraient être en baisse. En ce qui concerne la consommation planétaire, les réserves mondiales de riz paraissent amplement suffisantes. Elles devraient permettre de couvrir 27 pour cent des besoins en 2010.

Huiles et graisses

11. L'augmentation régulière de la consommation mondiale d'huiles et de graisses devrait se poursuivre en 2009-10, confirmant la résistance de ce secteur à la récession économique globale. La croissance découle d'une demande en constante augmentation à des fins alimentaires (notamment en Chine, en Inde et dans d'autres économies émergentes d'Asie) et d'une demande accélérée dans l'industrie du biodiesel. Cette dernière résulte d'une amélioration des marges pour les producteurs de biocarburant à base d'huiles végétales, alliée à l'introduction de taux plus élevés dans les mélanges, dans plusieurs pays (en particulier aux États-Unis et en Amérique du Sud), et à une nouvelle croissance de la demande de biodiesel à l'importation. Dans l'ensemble, la croissance de la consommation devrait se concentrer en Chine, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Amérique du Nord, dans l'Union européenne, en Argentine et au Brésil. Avec une croissance soutenue des revenus qui stimule la consommation, la Chine est devenue le premier consommateur d'huiles et de graisses, suivie de l'Union européenne et de l'Inde. Aux États-Unis, la consommation ne se remettra peut-être pas complètement de la baisse de l'an dernier, principalement à cause d'une faible demande de la part de l'industrie du biodiesel, dont la relance est toujours tributaire des remises fiscales traditionnelles. Contrairement aux années précédentes, la hausse attendue de la demande mondiale sera principalement satisfaite par l'huile de soja et non par l'huile de palme. Étant donnés les taux de croissance respectifs de la production de ces deux huiles et vu que jusqu'à présent les pressions à la baisse sur l'huile de palme ne sont pas aussi fortes que sur le soja, un déplacement partiel de la consommation de l'huile de palme vers l'huile de soja semble probable. La demande croissante de l'industrie du biodiesel continue de bénéficier avant tout à l'huile de colza et à l'huile de soja.

12. En 2009-10, le commerce mondial des huiles et des graisses (y compris l'huile contenue dans les graines oléagineuses commercialisées) devrait à peine dépasser le record de la saison dernière (moins de 1 pour cent d'augmentation), alors que les taux de croissance avaient été d'au moins 6 pour cent des dernières années. Ce ralentissement sera principalement dû au recul des exportations d'huile de palme. L'huile la plus largement commercialisée au monde est confrontée à une faible croissance de la production et à un effondrement de la compétitivité de ses prix. En outre, les principaux fournisseurs mondiaux d'huile de tournesol et de colza font état de moindres disponibilités à l'exportation. Seules les exportations d'huile de soja devraient augmenter et, grâce à son prix compétitif, cette huile devrait voir sa part de marché augmenter. L'Indonésie sera à nouveau le fer de lance des exportations d'huile de palme, les exportations de ce pays ayant dépassé celles de la Malaisie pour la première fois l'an dernier. L'accroissement des exportations prévu pour ces deux pays devrait se traduire par des prélèvements sur les stocks nationaux. La hausse des exportations mondiales d'huile de soja (y compris l'huile contenue dans les germes de soja faisant l'objet d'échanges commerciaux) est principalement due aux États-Unis, où la majeure

partie de l'augmentation de l'offre de cette saison est canalisée vers l'exportation. Afin de contrebalancer les déficits d'approvisionnement d'Amérique du Sud et d'ailleurs, le pays a accru ses exportations de manière importante, et ce pour la quatrième saison consécutive. En Argentine, en revanche, la nécessité de reconstituer les stocks, conjuguée à des besoins de consommation nationale en hausse, maintiendra probablement les exportations au bas niveau de la saison dernière, et ce en dépit de la récolte record enregistrée cette année. Le Brésil se trouve dans une situation analogue, sauf que ses exportations devraient diminuer pour être ramenées à leur niveau le plus bas depuis cinq ans. Au Brésil et en Argentine, l'utilisation accrue de la production nationale pour produire du biodiesel contribue aux faibles résultats à l'exportation. Du point de vue des importations, l'Asie continue de dominer le marché mondial, avec une part du marché avoisinant les 60 pour cent. Ici encore, la croissance de l'Asie est éperonnée par la Chine et l'Inde, du fait d'une hausse régulière de la consommation et de mauvaises récoltes pour ces deux pays. Dans son ensemble, la région est toujours fortement tributaire des importations pour satisfaire la demande. Selon les prévisions, les achats effectués par l'autre grand consommateur et importateur, l'Union européenne, devraient reculer en raison de récoltes record.

Viande

13. À mesure que l'économie mondiale émerge de la récession, les perspectives de la viande pour l'année 2010 se font meilleures. La consommation par habitant devrait augmenter pour toutes les viandes, même si la croissance rapide de la consommation, qui caractérisait les pays en développement ces dernières années, risque d'être enrayée par des prix relativement élevés. Cependant, limitée par le renouvellement des troupeaux et les cours des céréales vivrières qui se maintiennent, la croissance de l'offre met du temps à se concrétiser. Cette année, le commerce mondial de la viande devrait stagner, même si un léger développement de l'exportation de viande de porc est à prévoir. L'offre de viande de bœuf et de mouton est plus faible en raison d'une diminution des cheptels, et le marché des produits avicoles demeure incertain à cause de restrictions accrues à l'importation et de nouvelles politiques dans les principaux pays importateurs.

14. Malgré l'amélioration de la situation économique mondiale, les perspectives de la production de viande de bœuf pour 2010 demeurent maussades en raison des prix relativement élevés des produits d'alimentation animale relevés sur tout le premier semestre 2010. En Australie et en Nouvelle-Zélande, les agriculteurs renouvellent leurs cheptels suite à la sécheresse, tandis que les prévisions pour l'Asie indiquent une stagnation, avec une contraction de près de 5 pour cent en Chine, où les faibles rendements ont découragé la production. La production de bœuf en République de Corée est incertaine, de récents foyers de fièvre aphteuse ayant perturbé les marchés locaux du bétail. Les informations en provenance d'Inde indiquent que la production de viande de buffle pourrait augmenter de 4 pour cent, du fait que les exploitants réduisent leur cheptel; au Pakistan, en revanche, la croissance de la production connaît une stagnation, due à une sécheresse prolongée qui touche la majeure partie du pays.

15. La production de viande de mouton et de caprins pourrait s'accroître légèrement – d'à peine 1 pour cent – en raison d'un renouvellement des cheptels, et se maintenir à environ 13 millions de tonnes en 2010. Le temps sec de ces dernières années a entraîné une baisse de l'offre dans des zones de production clés comme l'Océanie. Il est prévu que les exportations de viande de mouton pour 2010 stagnent, car l'offre en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie – 700 000 tonnes en tout en 2010, soit 84 pour cent du commerce mondial de viande de mouton – devrait reculer de 1 pour cent.

16. Grâce à une situation sanitaire animale stable, la production mondiale de viande de porc devrait augmenter de 1,5 pour cent et s'élever à 108 millions de tonnes en 2010. En Chine, où est produite la moitié de la viande de porc de la planète, la croissance de la production devrait ralentir, passant à environ 3 pour cent, chiffre bien plus faible que les 7 à 8 pour cent d'augmentation relevés au cours des années récentes. Ailleurs en Asie, la production aux Philippines et au Vietnam devrait également s'accroître, les troupeaux étant plus nombreux. En 2010, les exportations de viande de porc devraient se monter à près de 6 millions de tonnes, soit une augmentation de 3 pour cent, une nette reprise par rapport à la chute de 8 pour cent enregistrée l'année dernière. L'augmentation des importations de viande de porc devrait être

stimulée par des achats plus importants de la part de la RAS de Hong Kong (10 pour cent) et du Mexique (4 pour cent), alors que les importations japonaises ne devraient progresser que légèrement en raison d'une plus forte production nationale.

17. À l'issue d'une année où la production de volaille a stagné pour la première fois depuis des décennies, la production de 2010 devrait rebondir de 3 pour cent pour atteindre près de 95 millions de tonnes. Si les prix relativement élevés des produits d'alimentation animale ont freiné la croissance de la production, ceux-ci devraient chuter plus tard dans l'année en raison d'une récolte mondiale de maïs exceptionnelle. La production de viande de volaille suivant des cycles plus courts que d'autres viandes et pouvant réagir de manière relativement rapide aux changements environnementaux, cette prévision devra peut-être être revue dans le courant de l'année, en fonction de l'évolution du coût des aliments pour animaux. En Asie, la production de la Chine devrait croître de 4 pour cent, soutenue par une demande nationale dynamique. Si la situation sanitaire animale reste stable, l'Inde et la Thaïlande devraient également voir leur production augmenter. En 2010, le commerce des volailles devrait se maintenir au niveau de 2009, ce qui de fait constitue un signe positif au vu des mauvais résultats des marchés de la volaille de l'an dernier. En raison d'une plus forte demande de l'Asie, les exportations de la Thaïlande, sous forme principalement de plats cuisinés, devraient progresser de 8 pour cent cette année. La Chine devrait pour sa part accroître ses exportations de 20 pour cent, notamment sous forme de viande de poulet cuite destinée aux marchés européens et asiatiques.

Lait

18. Selon les prévisions, la production laitière d'Asie devrait augmenter d'environ 4 pour cent en 2010, pour atteindre 262 millions de tonnes. Alors que le phénomène El Niño promettait une pluviométrie inférieure à la moyenne, les conditions météorologiques ont été plus favorables qu'annoncé. En Inde, d'après les nouvelles prévisions, la production de 2010 devrait augmenter de façon substantielle (6 pour cent environ, un taux légèrement plus élevé que la moyenne de 5 pour cent maintenue par le pays au cours des cinq années précédentes). En Chine, l'équilibre entre offre et demande se rétablit à mesure que la confiance des consommateurs continue de se remettre de la crise de la mélamine de 2008. Mais même cette croissance est minime si on considère la période récente en raison d'une faiblesse persistante des prix à la sortie de l'exploitation et d'une offre moindre de fourrage et d'eau. En Océanie, à cause de conditions météorologiques sèches dues au phénomène El Niño, la production laitière de la campagne 2009-10 sera légèrement inférieure aux 26 millions de tonnes enregistrés l'an dernier. La production pourrait n'augmenter que de 1 pour cent en Nouvelle-Zélande, tandis qu'en Australie elle devrait se contracter de 6 pour cent.

Pêche

19. Limitée par une série de problèmes côté offre, la production mondiale de produits de la pêche n'aurait que légèrement progressé en 2009 et la progression est due toute entière au dynamisme de l'aquaculture. La crise économique n'a guère eu d'effets sur le volume des échanges mais a causé une grave contraction de leur valeur, faisant chuter les prix et orientant le commerce vers des produits de moindre coût. L'indice FAO des prix du poisson pour février 2010 ne se situait que légèrement au-dessus des niveaux les plus bas de 2009. Toutefois, quelques prix ont augmenté au cours des derniers mois, comme par exemple ceux des crevettes, du thon et du saumon. D'une manière générale, les perspectives de la production, du commerce et de la consommation de poisson pour 2010 sont positives. Les prix de certains produits de la pêche devraient augmenter en 2010, suite, principalement, à une baisse de l'activité, le secteur s'étant aligné sur la faible demande de 2009 et ayant dû tenir compte des limitations subies par la production (quotas de pêche ou maladies).

IV. Questions clés

Piètres résultats de la région – qu'est-ce qui entrave l'agriculture ?

20. La transformation des économies de la région a été rapide. Entre 1965 et 2004, la part de l'agriculture dans le PIB a reculé de 53 à 9 pour cent en Asie de l'Est et du Nord-Est, de 35 à 17 pour cent en Asie du Sud et du Sud-Ouest, et de 30 à 11 pour cent en Asie du Sud-Est. Dans le

même temps, la création d'emplois dans l'agriculture a diminué aussi dans certaines sous-régions, notamment en Asie de l'Est, en Asie du Sud-Est et dans les pays insulaires du Pacifique, et c'est toujours l'Asie du Sud qui présente le plus fort potentiel de création d'emplois dans le secteur agricole.

21. Dans la région, l'accroissement annuel moyen de la productivité de la main-d'œuvre agricole a chuté, passant de 2,5 pour cent dans les années 1980 à 2,2 pour cent dans les années 1990, puis à 1 pour cent en 2000-02². Après avoir récolté les bénéfices de la Révolution verte dans les années 1970 et 1980, la région a souffert d'un déclin de la croissance de la productivité. La faible productivité de la main-d'œuvre agricole est principalement due à la lenteur des progrès de la technologie et de l'innovation dans les pratiques agricoles, lui-même dû au faible taux d'alphabétisme des populations rurales pauvres, au faible taux de mécanisation, à l'incapacité de produire à grande échelle en raison des restrictions imposées par les propriétaires terriens et à une connaissance limitée des aspects qualitatifs de la production, de la distribution et de la commercialisation³.

22. Les grandes inégalités dans la propriété foncière dans la plupart des pays d'Asie du Sud-Est ont également freiné la croissance de la productivité agricole. La terre est concentrée entre les mains des hommes, qui détiennent entre 3 et 27 pour cent des titres⁴. Les criantes inégalités en matière d'accès à la santé et à l'éducation entre populations rurales et urbaines ont rendu l'agriculture moins productive. Près d'un quart de la population des zones rurales n'a pas accès à de l'eau salubre, contre 7 pour cent seulement de la population urbaine. En ville, 70 pour cent des gens bénéficient de systèmes d'assainissement et d'élimination des déchets fiables, contre un tiers seulement dans les campagnes. Ces conditions ont généralement pour résultat une très forte mortalité infantile, une santé précaire et une faible productivité.

23. Le manque de routes, d'électricité et d'infrastructures de télécommunications constituent également un frein à la croissance agricole et au développement rural. En Asie du Sud, plus de 35 pour cent de la population rurale vit à plus de 2 km d'une route praticable en toute saison. Plus de 1 milliard de personnes dans la région n'ont pas accès à l'électricité⁵. Quant à la faiblesse des télécommunications, elle prive les agriculteurs d'informations essentielles sur les prix des produits. Un meilleur accès à l'électricité et aux télécommunications pourrait permettre de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité alimentaire de la région.

24. Le rapport des investissements dans la recherche et le développement agricoles à la valeur ajoutée agricole dans la région Asie et Pacifique a progressivement augmenté dans certains pays, mais il a stagné voire baissé dans d'autres. En Chine, les investissements dans la recherche et le développement ont diminué, passant de 0,57 pour cent de la valeur ajoutée agricole au début des années 1960 à 0,4 pour cent en 2000. En Thaïlande, cette enveloppe est demeurée inchangée depuis les années 1970, à 0,4-0,5 pour cent, tandis qu'en Inde au contraire elle a augmenté, passant de 0,18 à 0,34 pour cent. Dans tous les cas, ces pourcentages sont très inférieurs à ceux de pays développés comme les États-Unis ou le Japon. Comparé aux pays développés, où les investissements du secteur privé dans la recherche et le développement agricoles peuvent aller jusqu'à 54 pour cent, le secteur privé des pays en développement de la région ne contribue que pour 8,1 pour cent aux investissements dans la recherche et le développement agricoles.

25. Au cours de ces dernières années, la région a vu diminuer le montant total de l'aide publique au développement (APD) en faveur du secteur agricole. En 1996, l'USAID a retiré son

² CESAP, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, Enquête 2008

³ En 2001, l'utilisation du tracteur agricole dans la région Asie et Pacifique était de 8,4 tracteurs pour 1 000 hectares, contre 20,7 dans le reste du monde. De même, la superficie des exploitations agricoles est seulement de 0,27 hectare par personne, contre 1,4 hectare dans le reste du monde. La productivité des terres dans la région s'est améliorée mais demeure très inférieure aux niveaux européens. Entre 1961 et 1994, l'Asie a enregistré la plus forte progression de productivité des terres jamais relevée, avec un taux de 284 pour cent.

⁴ FAO, Gender and Land Rights Database. Les valeurs s'étagent de 3 pour cent au Bangladesh à 27 pour cent en Thaïlande.

⁵ En Asie du Sud, 57 pour cent de la population n'a pas l'électricité, et au Népal, ce chiffre est de 85 pour cent.

soutien à la recherche-développement régionale en faveur de la recherche internationale. Les fonds que la Banque mondiale consacre à la recherche-développement agricole ont décliné, comme a diminué la contribution de l'agriculture au PIB. Les fonds sont de plus en plus souvent orientés vers l'industrie et les services. La part de l'agriculture dans le montant total des prêts accordés à la région a aussi diminué, passant de 11 pour cent en 1995 à 4 pour cent en 2000 et à 10 pour cent en 2006. Les prêts de la Banque asiatique de développement au secteur agricole ont également diminué (7 pour cent en 2006 contre 10 pour cent en 1995). Ainsi, la communauté des donateurs internationaux a-t-elle elle aussi exacerbé le désintérêt envers le secteur agricole, même si la flambée des prix des produits alimentaires de 2008 a inversé cette tendance. Pour parvenir à une sécurité alimentaire durable, il faudra maintenir l'agriculture parmi les objectifs du développement, sur une longue durée.

26. Pourtant, de nombreux faits montrent que l'agriculture, en dépit de l'attention insuffisante qui lui est accordée, est le plus puissant moteur de réduction de la pauvreté. La Commission économique et pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) estime qu'une hausse de 1 pour cent de la productivité agricole entraînerait une diminution de 0,37 pour cent de la pauvreté dans la région Asie et Pacifique. Le fait d'élever la productivité agricole moyenne de la région au niveau de celle de la Thaïlande pourrait réduire de 218 millions les chiffres de la pauvreté et faire reculer les inégalités de 6 pour cent. Une autre étude a établi qu'une hausse de 1 pour cent du PIB provenant de l'agriculture suscitait une augmentation de 3,7 pour cent en moyenne des dépenses de la moitié la plus pauvre de la population, soit bien davantage que la croissance due au reste de l'économie⁶.

Redynamiser l'agriculture dans la région

27. Pour faire reculer l'insécurité alimentaire et les chiffres de la pauvreté dans la région Asie et Pacifique, il faudra placer l'agriculture en tête du programme de développement pendant au moins dix ans. L'agriculture doit être relancée au moyen de gros investissements et par une réforme des institutions qui soutiennent l'agriculture et le développement rural. Il est nécessaire de relier les petits exploitants aux marchés et à l'information grâce à de meilleures routes et de meilleures infrastructures de communication. L'éducation rurale et les services de santé doivent être radicalement améliorés pour une meilleure productivité de la main-d'œuvre et afin que puisse être constitué un capital humain fait de personnel qualifié et compétent, capable de s'adapter à l'évolution de l'économie. Des efforts particuliers doivent être faits pour permettre aux femmes comme aux hommes de s'instruire, notamment dans les zones rurales. Il est avéré que le développement du capital humain a un impact important sur la productivité agricole⁷.

28. Il est nécessaire de promouvoir et de soutenir une agriculture durable. Les régimes d'assurance tels que la microassurance, l'assurance indexée sur la météorologie et une couverture médicale collective peuvent aider les petits agriculteurs à gérer et à surmonter des chocs comme les catastrophes naturelles. Des systèmes de gestion des ressources tirées des biens collectifs devraient être mis en place pour l'administration conjointe des ressources et l'établissement et l'application d'une législation reconnaissant et protégeant le droit de jouir de ressources – terres, forêts, étendues d'eau, biodiversité – qui apportent des nutriments vitaux, des aliments de complément et qui constituent une assurance contre les fluctuations alimentaires.

29. À court terme, il est important d'améliorer l'accès social et économique aux aliments, notamment pour les populations marginalisées, et de s'attaquer aux discriminations liées au sexe, au statut économique, à la religion, à l'appartenance ethnique, à la caste, à l'invalidité ou à la maladie. Il convient d'être particulièrement attentif à l'insécurité alimentaire des femmes et des petites filles. Les systèmes de protection sociale devraient viser les systèmes de production alimentaire. Un tel soutien devrait prendre en compte le rôle crucial des femmes dans la sécurité

⁶ Lignon et E. Sadoulet (2007). "Estimating the effects of aggregate agricultural growth on the distribution of expenditures", document présenté dans le cadre du *Rapport sur le développement dans le monde, 2008* (Washington, Banque mondiale)

⁷ Timmer souligne le fait que le développement des dépenses publiques pour l'éducation a eu un effet extrêmement positif sur les populations démunies d'Indonésie, faisant progresser la parité hommes-femmes et augmentant la productivité et les revenus agricoles. Voir Timmer, C.P. (2005) "Agriculture and pro-poor growth: An Asian perspective", *Centre for Global Development Working Paper No. 63* (Washington, DC, CGD)

alimentaire des ménages et promouvoir l'éducation sanitaire et nutritionnelle ainsi que les jardins potagers.

30. À moyen terme, il est essentiel de redynamiser l'agriculture grâce à un soutien actif de l'État en faveur de la production alimentaire durable des petits producteurs, dans le cadre d'une nouvelle Révolution verte qui présente les caractéristiques suivantes: systèmes écologiques viables; fort coefficient de main-d'œuvre; préservation des ressources naturelles; recyclage du carbone et utilisation de systèmes de gestion intégrée des éléments nutritifs des plantes; et conservation des herbages, des zones humides et des forêts locales. Il est prouvé que si les dépenses gouvernementales consacrées aux biens publics (par exemple la recherche scientifique agricole, le transfert de technologies, les routes et l'éducation) ont permis d'accroître les taux de croissance de l'agriculture, d'accélérer le recul de la pauvreté et de réduire la dégradation de l'environnement, celles consistant à financer des crédits ou des mesures d'incitation à l'intention de petits groupes d'exploitants privés étaient beaucoup moins bénéfiques⁸. La fourniture de ces biens publics pourrait mobiliser les investissements privés, essentiels à la croissance du secteur agricole.

31. Il faut renforcer les prix à la sortie de l'exploitation et l'accès aux marchés pour les petits agriculteurs et les agriculteurs marginaux. Les producteurs ont besoin d'être protégés du cercle vicieux de l'endettement suscité par des prêteurs commerciaux jouissant de monopoles sur les semences et les intrants agricoles. Des prêts à plus faible intérêt, des bonifications et un accès plus aisé au crédit sont nécessaires pour protéger la productivité des petits exploitants aux différentes étapes du développement. Il est également essentiel d'améliorer les transports et la logistique –la transformation primaire et les infrastructures commerciales pour écourter la chaîne entre les agriculteurs d'un côté et les réseaux de distribution et les consommateurs de l'autre– afin de diminuer les coûts des produits alimentaires et de renforcer l'accès à l'alimentation pour tous.

32. Avec la mondialisation, il devient nécessaire de garantir la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Il serait bon pour l'ensemble des pays de la région de mettre en place une politique multisectorielle et un programme de coordination forts au sein de tous les systèmes de la chaîne alimentaire pour surveiller, réduire, contrôler et traiter les maladies infectieuses afin d'assurer la qualité et la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

Changement climatique

33. Le changement climatique a un impact sur tout le secteur agricole de la région, qui se manifeste par le déplacement des zones agroécologiques, des sécheresses, une désertification, des variations des cycles hydrologiques, une élévation du niveau des mers et des infiltrations d'eau saline. Ces évolutions pourraient modifier les cultures actuelles de façon radicale, y compris l'aquaculture et l'élevage, et menacer la biodiversité agricole. La gravité et la variabilité accrues des conditions météorologiques, l'élévation du niveau des mers et les tempêtes feraient peser une lourde menace sur les pêches côtières et l'aquaculture, leur contribution à la sécurité alimentaire des ménages et les économies nationales, notamment dans les grands deltas et dans les États de faible élévation en bordure du Pacifique. Les populations se trouvant déjà en situation d'insécurité alimentaire et ne disposant pas de capacités de réaction sont les plus vulnérables. En Asie du Sud, le changement climatique a déjà un impact concret sur des millions de personnes, avec des situations d'urgence dues à des cyclones, des vents violents et des périodes de sécheresse grevant lourdement des ressources qui, dans de meilleures conditions, pourraient servir à financer le développement.

34. Étant donnée l'importance du changement climatique et de ses effets sur l'agriculture et sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il convient: (i) de définir des technologies innovantes et des pratiques appropriées dans les sous-régions afin de faire face aux conséquences négatives du changement climatique sur le secteur agricole, le but étant de protéger et de renforcer les progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition; et (ii) de réduire la contribution de l'agriculture, y compris du bétail, de l'aquaculture et de la déforestation, aux émissions de gaz

⁸ R. Lopez et G. Galinato. 2007. Should governments stop subsidies to private goods? Evidence from rural Latin America. *Journal of Public Economics*, 91(5)

à effet de serre et d'intégrer l'adaptation au changement climatique et son atténuation à des stratégies favorisant l'agriculture et le développement rural.

V. Conclusions

35. Les perspectives immédiates de l'alimentation et de l'agriculture dans la région Asie et Pacifique sont assez satisfaisantes. Si on fait abstraction des phénomènes climatiques extrêmes et des catastrophes naturelles, les perspectives de l'offre semblent prometteuses. Avec la résorption progressive des crises financière et économique mondiales, la sécurité alimentaire ne peut que recommencer à s'améliorer, et le nombre de personnes sous-alimentées diminuer. Pour renforcer la capacité d'adaptation de la région et améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme, il faudra développer les systèmes de protection sociale, soutenir la croissance de l'offre alimentaire provenant des petites exploitations, renforcer les marchés alimentaires internationaux en supprimant les distorsions commerciales dans le secteur agricole, et parvenir à un consensus international sur les biocarburants.

36. Le phénomène le plus préoccupant est l'inégalité croissante entre populations rurales et urbaines, notamment du point de vue de la propriété des biens et de l'accès aux services de santé et à l'enseignement. Le manque d'équipement et d'infrastructures de première nécessité continue de saper les progrès réalisés en matière de sécurité alimentaire, notamment dans certaines enclaves et dans des zones marginales à faible potentiel. Partout dans le monde, des fonds investis dans le secteur agricole ont des effets multiplicateurs considérables. Il faut donc canaliser les investissements vers le secteur agricole afin de remplir les objectifs du Millénaire pour le développement – réduire la faim et la pauvreté, fléaux qui sévissent principalement dans les zones rurales. L'agriculture doit bénéficier d'une attention constante. On ne peut se contenter d'agir sporadiquement ou en cas de crise.

37. Les piètres résultats et la léthargie du secteur agricole dans la région Asie et Pacifique depuis 20 ans sont dus à un déclin de la productivité de la main-d'œuvre et à un ralentissement de la croissance des rendements, résultats d'une baisse des investissements dans le secteur, notamment des investissements dans la recherche-développement. Par conséquent, il est urgent pour la région d'investir dans des programmes et des politiques qui permettront de relever la productivité de l'agriculture et des zones rurales. Comme ils ont peu de moyens, les gouvernements devraient surtout investir dans les biens publics. Ceux-ci peuvent en effet susciter de nouveaux investissements, qui devront être financés en grande partie par le secteur privé.

38. Le cadre d'action global mis en œuvre en juillet 2008 par le système des Nations Unies prévoit deux types de mesures destinées à promouvoir une action globale face à la crise alimentaire mondiale. Les premières mettent l'accent sur les besoins immédiats des populations vulnérables. Les secondes s'attachent aux actions visant à renforcer leur résilience et à contribuer à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale. Ce cadre de travail est adapté à la région et aux pays qui souhaitent renforcer la sécurité alimentaire sur leur territoire.

39. Au niveau des régions, le cadre d'action global encourage les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec les banques de développement régional. Il permet de mieux coordonner l'analyse de la crise alimentaire, d'assurer un meilleur suivi, et de mieux déterminer les mesures à prendre compte tenu du contexte. Le bureau régional de la FAO pour l'Asie et le Pacifique pourrait prendre l'initiative d'un pôle d'information et de connaissances sur la sécurité alimentaire, à l'appui d'une coalition Asie et Pacifique pour la sécurité alimentaire. Les cinq principes de Rome pour une sécurité alimentaire durable, approuvés par le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (16-18 novembre 2009), pourraient servir de base à la promotion de la sécurité alimentaire dans la région. Ces Principes supposent : (i) des programmes formulés, élaborés, pris en charge et conduits par les pays; (ii) une coordination stratégique à tous les niveaux; (iii) une double approche globale de la sécurité alimentaire (iv) un rôle important dévolu au système multilatéral; et (v) un engagement soutenu et substantiel de la part de tous les partenaires en faveur de l'investissement dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

40. Enfin, les programmes de développement devraient mettre en avant des mesures d'adaptation et d'atténuation pratiques et innovantes pour une meilleure résilience du secteur agricole. Il faudrait également accorder la priorité à des stratégies de préparation aux catastrophes et de réduction des risques, en mobilisant l'aide au développement si nécessaire. Le secteur agricole de la région doit réduire sa propre contribution au réchauffement climatique et jouer un rôle de plus en plus important dans la fixation du carbone, mais aussi devenir plus résilient en s'adaptant au changement climatique.